



27 Février 2008

**LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN BÉNÉFICE NET
DE 19,1 MILLIONS \$ POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2008**

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 19,1 millions \$, ou 0,68 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2008, comparativement à un bénéfice net de 20,6 millions \$, ou 0,74 \$ par action ordinaire, pour le premier trimestre 2007. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 8,1 % pour ce premier trimestre 2008, comparativement à 9,4 % pour la même période lors de l'exercice financier 2007.

Les résultats pour le premier trimestre 2008 incluent un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) qui reflète la diminution des actifs d'impôts futurs de la Banque consécutive aux réductions additionnelles des taux d'imposition du gouvernement fédéral considérées comme pratiquement en vigueur au mois de décembre 2007. En excluant cet ajustement, le revenu net s'élèverait à 24,7 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établirait à 10,9 %. Les résultats pour le premier trimestre 2007 incluaient un ajustement favorable de l'impôt sur les bénéfices de 0,9 million \$, ou 0,04 \$ dilué par action ordinaire; en excluant cet ajustement, le revenu net se serait élevé à 19,7 millions \$, ou 0,70 \$ dilué par action ordinaire. En excluant ces ajustements fiscaux, le bénéfice net a augmenté de 5,0 millions \$, soit de 25 % par rapport au premier trimestre 2007, et le résultat net, dilué par action ordinaire, a augmenté de 0,21 \$, soit de 30 %.

Le président et chef de la direction de la Banque, M. Réjean Robitaille, a qualifié ces résultats de « très satisfaisants, compte tenu du contexte actuel dans les marchés financiers et de l'incertitude liée à l'environnement économique ». « La croissance soutenue des volumes de prêts et de dépôts, a-t-il souligné, de même que l'efficacité de nos mesures de contrôle des coûts, nous ont permis de réaliser de très bons résultats au niveau de nos activités principales. »

M. Robitaille a ajouté : « L'amélioration de notre efficacité et le développement de notre capital humain demeureront ainsi les principaux moteurs de l'amélioration de notre rentabilité tout au long de l'exercice financier 2008, ainsi que du développement à long terme de la Banque. »

RAPPORT DE GESTION

Ce Rapport de gestion présente l'analyse par la direction de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2008 et de sa performance au cours du trimestre terminé à la même date. Cette analyse, en date du 26 février 2008, devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le premier trimestre 2008. Le Rapport annuel 2007 de la Banque fournit par ailleurs des renseignements complémentaires relatifs à des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

Performance et objectifs financiers

Les objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2008 sont présentés ci-dessous. Cette information est strictement destinée à fournir aux parties intéressées un éclairage sur les méthodes utilisées par la direction pour mesurer sa performance et ne doit pas être considérée comme une divulgation des attentes de la Banque quant aux résultats financiers futurs.

Indicateurs de performance	Objectifs 2008	1 ^{er} trimestre 2008 - réels
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,5 % à 10,5 %	8,1 %
Résultat net dilué par action	3,30 \$ à 3,60 \$	0,68 \$
Revenu total	+ 5 % (615 millions \$)	+ 7 % (151,1 millions \$)
Ratio d'efficacité	74 % à 72 %	71,9 %
Ratio de capital Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,3 %

Faits saillants

Cette section présente les faits saillants du premier trimestre terminé le 31 janvier 2008 et les éléments significatifs affectant les résultats, comparativement au premier trimestre 2007.

- **Le bénéfice net** s'élevait à 19,1 millions \$ (0,68 \$ dilué par action ordinaire) pour le premier trimestre 2008, incluant d'un ajustement défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) des actifs d'impôts futurs, consécutif aux réductions additionnelles des taux d'imposition du gouvernement fédéral. Le bénéfice net du premier trimestre 2007 s'élevait à 20,6 millions \$ (0,74 \$ dilué par action ordinaire), incluant les retombées positives d'un ajustement de 0,9 million \$ (0,04 \$ dilué par action ordinaire), consécutif à l'adoption de modifications à l'impôt minimum des institutions financières.
- **Le revenu total** a augmenté de 7 % et s'élevait à 151,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 141,6 millions \$ pour le premier trimestre 2007. L'amélioration du revenu net d'intérêt, réalisée grâce à la croissance des volumes de prêts et de dépôts, et l'augmentation des revenus de titrisation, ont été les principaux facteurs de cette augmentation.
- **Le revenu net d'intérêt** a augmenté de 5 % et s'établissait à 99,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 95,2 millions \$ pour le premier trimestre 2007. Les marges nettes d'intérêt sont demeurées solides, à 2,27 %, pour chacun de ces deux trimestres.

Faits saillants (suite)

- **Les frais autres que d'intérêt** ont augmenté de 4 % et s'élevaient à 108,6 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 104,3 millions \$ pour le premier trimestre 2007. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'augmentation des salaires et avantages sociaux, ainsi qu'à l'augmentation des frais liés aux technologies de l'information.
- **La provision pour pertes sur prêts** s'établissait à 9,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 10,0 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Analyse des résultats consolidés

Sommaire des résultats

Le bénéfice net s'élevait à 19,1 millions \$ (0,68 \$ dilué par action ordinaire) pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2008, comparativement à 20,6 millions \$ (0,74 \$ dilué par action ordinaire) pour le premier trimestre 2007. Les résultats pour le premier trimestre 2008 incluent un ajustement de l'impôt défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) lié à la réduction des actifs d'impôts futurs, consécutif aux réductions additionnelles des taux d'imposition du gouvernement fédéral adoptées au mois de décembre 2007. Le bénéfice net pour le premier trimestre 2007 incluait un ajustement positif de 0,9 million \$ (0,04 \$ dilué par action ordinaire) consécutif à l'adoption de modifications à l'impôt minimum des institutions financières. En excluant ces ajustements fiscaux, le bénéfice net pour le premier trimestre 2008 a augmenté de 25 %, à 24,7 millions \$ (0,91 \$ dilué par action ordinaire), comparativement à 19,7 millions \$ (0,70 \$ dilué par action ordinaire) pour le premier trimestre 2007.

Comparativement au quatrième trimestre, terminé le 31 octobre 2007, la performance d'ensemble de la Banque s'est améliorée de manière significative, principalement grâce à l'augmentation du revenu net d'intérêt et des revenus de titrisation. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 2,0 millions \$ et les autres faits sont demeurés relativement stables. Pour le quatrième trimestre 2007, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'élevait à 25,7 millions \$ (0,95 \$ dilué par action ordinaire), et incluait les éléments suivants : un gain de 4,0 millions \$ (3,4 millions \$, net des impôts sur les bénéfices, ou 0,14 \$ dilué par action ordinaire), découlant de la restructuration mondiale de Visa; une charge de 2,9 millions \$ (2,0 millions \$, net des impôts sur les bénéfices, ou 0,09 \$ dilué par action ordinaire) liée au portefeuille de titres adossés à des actifs; et un ajustement favorable de 2,2 millions \$ (0,09 \$ dilué par action ordinaire) découlant de la résolution de certains risques fiscaux. Le bénéfice net pour le quatrième trimestre 2007 s'élevait à 30,2 millions \$ (1,14 \$ dilué par action ordinaire) et incluait un gain de 5,2 millions \$ (4,4 millions \$, net des impôts sur les bénéfices, ou 0,19 \$ dilué par action ordinaire) généré par les activités abandonnées liées à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs.

Le revenu total s'élevait à 151,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 141,6 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 5 % et s'élevait à 99,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 95,2 millions \$ pour le premier trimestre 2007 un résultat attribuable principalement à la forte augmentation, d'un exercice financier à l'autre, des

volumes de prêts et de dépôts. La marge nette d'intérêt, en pourcentage de l'actif moyen, est demeurée inchangée, s'établissant à 2,27 % pour chacun de ces deux trimestres. La diminution de l'écart entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires a été contrebalancée par des améliorations dans la composition de l'actif ainsi que par une diminution des coûts de financement liée aux dépôts des particuliers et à la titrisation. L'écart entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires se situait en moyenne à 156 points de base au cours du premier trimestre 2008, comparativement à 167 points de base au cours du premier trimestre 2007 et à 142 points de base au cours du quatrième trimestre 2007.

Les autres revenus s'élevaient à 51,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 46,4 millions \$ pour le premier trimestre 2007. Cette amélioration découle principalement de l'augmentation de 5,3 millions \$ des revenus de titrisation. Au cours de ce premier trimestre 2008, la Banque a titrisé 399,4 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels, générant ainsi un gain de 6,0 millions \$. Les revenus de gestion, qui s'élevaient à 1,4 million \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 0,7 million \$ pour le premier trimestre 2007, ont également contribué à cette amélioration. Ces améliorations ont été contrebalancées en partie par une charge de 2,0 millions \$ liée à une relation de couverture économique d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux destiné à être vendu, compte tenu que les activités de titrisation ont été perturbées par les conditions de marchés financiers actuelles. Il convient de noter ici que la stratégie de couverture a été modifiée au début de 2008 afin que les variations de juste valeur du portefeuille de prêts et des instruments de couverture soient désormais constatées au cours des mêmes périodes. L'amélioration des autres revenus est également attribuable à l'augmentation des revenus générés par les activités de trésorerie et de marchés financiers, ainsi qu'aux augmentations des commissions sur cartes de crédit et des frais bancaires sur les dépôts générées par la croissance globale des affaires au cours des douze derniers mois. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des revenus générés par les opérations de courtage et par la baisse des commissions sur prêts.

La provision pour pertes sur prêts est demeurée relativement inchangée et s'élevait à 9,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 10,0 millions \$ pour le premier trimestre 2007. Les prêts douteux nets s'établissaient à (4,5) millions \$, ou (0,03) % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, au 31 janvier 2008, comparativement à (11,4) millions \$, ou (0,08) %, au 31 octobre 2007. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 106,7 millions \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 103,9 millions \$ au 31 octobre 2007. La conjoncture du crédit, solide dans son ensemble au cours des derniers mois, est demeurée un facteur positif dans la performance de la Banque. La note 11 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'élevaient à 108,6 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 104,3 millions \$ pour le premier trimestre 2007. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 2,0 millions \$, en raison principalement de l'augmentation des salaires et de l'embauche de nouveaux employés dans le secteur d'activité Particuliers et PME-Québec. La rémunération liée à la performance a diminué de 0,6 million \$ d'un exercice financier à l'autre.

Les frais d'occupation de locaux et les frais de technologie ont également augmenté, de 2,5 millions \$, en raison de l'augmentation des dépenses de technologie, y compris la charge d'amortissement. Les autres dépenses sont demeurées stables, alors que de nouveaux investissements destinés à supporter des initiatives de développement des affaires et des programmes de formation ont été contrebalancés par la diminution des taxes et des assurances. Tel qu'il a été décrit ci-dessus, et conformément aux priorités définies par la Banque, d'importantes ressources ont été consacrées à l'amélioration de la performance et à la stimulation de la croissance. Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total) s'établissait à 71,9 % pour le premier trimestre 2008, comparativement à 73,7 % pour le premier trimestre 2007.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, les impôts sur les bénéfices s'établissaient à 13,9 millions \$ et le taux d'imposition effectif à 42,1 %. Ce taux reflète la baisse de 5,6 millions \$ des actifs d'impôts futurs, consécutive aux réductions additionnelles des taux d'imposition du gouvernement fédéral adoptées en troisième lecture à la Chambre des communes au mois de décembre 2007. En excluant l'impact de cet ajustement, les impôts sur les bénéfices se seraient établis à 8,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif à 25,2 %. Ce taux reflète principalement les retombées positives du portefeuille de valeurs canadiennes qui génère des revenus non taxables, ainsi que les impôts réduits sur les bénéfices liés aux opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, les impôts sur les bénéfices s'établissaient à 6,7 millions \$ et le taux d'imposition effectif à 24,6 %. Ce taux reflétait les retombées positives d'un ajustement de 0,9 million \$ des actifs d'impôts futurs, consécutif à l'adoption par le gouvernement fédéral de mesures fiscales prévoyant la hausse du seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$, ainsi que les retombées positives du portefeuille de valeurs canadiennes qui génère des revenus non taxables et les impôts réduits sur les bénéfices liés aux opérations étrangères d'assurance crédit.

Analyse de la situation financière

L'actif au bilan s'élevait à 18,3 milliards \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 17,8 milliards \$ au 31 octobre 2007.

Les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente ont augmenté de 459,4 millions \$, en raison principalement de la forte croissance des dépôts et des opérations de titrisation, ainsi que des stratégies d'investissement courantes.

Le portefeuille de prêts et acceptations bancaires s'élevait à 13,6 milliards \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 13,5 milliards \$ au 31 octobre 2007. La Banque a encore connu un solide trimestre alors que se constituaient d'importants nouveaux volumes de prêts. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de plus de 150 millions \$, ce qui a contribué à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels pour un montant de 399,4 millions \$ à des fins de gestion des liquidités au cours de ce premier trimestre 2008. Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux ont augmenté de plus de 100 millions \$ et 50 millions \$ respectivement, la Banque détenant une excellente position pour tirer avantage des opportunités offertes par le marché canadien. Les prêts personnels ont augmenté de 107 millions \$, principalement grâce aux efforts soutenus dans le domaine des prêts à

l'investissement. Au cours du premier trimestre 2008, et afin d'améliorer la qualité du crédit de son portefeuille de prêts, la Banque a également vendu un portefeuille de marges de crédit d'une valeur de 30,1 millions \$, ce qui a entraîné une perte de 0,4 million \$ pour ce trimestre.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de manière significative, soit de 408,3 millions \$, au cours du premier trimestre 2008 et s'élevait à 12,0 milliards \$ au 31 janvier 2008. Ces dépôts constituent une source de financement efficiente et très stable. La Banque a donc continué à déployer diverses stratégies au sein de ses secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Trust afin de développer sa clientèle et attirer de nouveaux dépôts. Le niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts, principalement des dépôts de trésorerie, a diminué de 81,7 millions \$, d'autres sources de financement s'avérant plus intéressantes. Au 31 janvier 2008, les dépôts des particuliers représentaient 84 % du total des dépôts qui s'élevait à 14,2 milliards \$.

Les capitaux propres s'élevaient à 1 033 millions \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 1 005 millions \$ au 31 octobre 2007. Cette augmentation des capitaux propres est attribuable au bénéfice net accumulé au cours du premier trimestre 2008, ainsi qu'à l'augmentation de la valeur des produits dérivés, désignés comme couverture de flux de trésorerie et comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 33,69 \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 33,34 \$ au 31 octobre 2007. Au 21 février 2008, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 829 845 et le nombre d'options, à 145 195.

Le capital total de la Banque, constitué des capitaux propres et des débetures, s'établissait à 1 182 millions \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 1 154 millions \$ au 31 octobre 2007. Cette augmentation de 28 millions \$ est essentiellement attribuable à l'augmentation des capitaux propres. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient 10,3 % et 12,5 % respectivement au 31 janvier 2008, comparativement à 9,8 % et 11,6 % au 31 octobre 2007. Ces améliorations découlent principalement de l'adoption du nouvel accord Bâle II en date du 1^{er} novembre 2007 et, dans une moindre mesure, des initiatives adoptées par la Banque en matière de gestion de capital. Dans le cadre de cet accord, la Banque a opté pour l'utilisation de la méthode standard pour le risque de crédit, et de la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel.

Lors de sa réunion du 27 février 2008, le conseil d'administration de la Banque a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 10 mars 2008, ainsi que le paiement d'un dividende de 0,32 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2008 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2008.

L'actif administré s'élevait à 15,3 milliards \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 15,6 milliards \$ au 31 octobre 2007 et 14,9 milliards \$ au 31 janvier 2007. Cette diminution, par rapport au 31 octobre 2007, est essentiellement attribuable à la baisse de la valeur marchande de l'actif administré, particulièrement en ce qui concerne les régimes enregistrés d'épargne-retraite autogérés, les actifs de courtage des clients et les fonds communs de placement. Les prêts hypothécaires sous gestion ont augmenté à la suite de l'opération de titrisation réalisée au cours du premier trimestre 2008.

Information sectorielle

L'élan positif qui a marqué les exercices financiers 2006 et 2007 s'est poursuivi tout au long du premier trimestre 2008, alors que tous les secteurs d'activité ont augmenté leur revenu total. Les résultats pour le secteur Autres reflètent les retombées de divers autres items, tel qu'il est décrit ci-dessous.

Depuis le 1^{er} novembre 2007, les activités reliées aux prêts commerciaux destinés aux petites et moyennes entreprises du Québec, ainsi que les services financiers aux particuliers sont regroupés au sein du nouveau secteur d'activité Particuliers et PME Québec. Ces activités de prêts commerciaux étaient incluses auparavant dans le secteur Services financiers aux entreprises (maintenant Immobilier et Commercial) qui comprend dorénavant les activités de financement immobilier au Canada, le financement commercial en Ontario et les comptes majeurs.

Contributions au bénéfice net

(en millions \$)	Particuliers et PME Québec	Immobilier et Commercial	B2B Trust	Valeurs mobilières		Total
				Banque Laurentienne	Autres	
T1 2008	9,1 35 %	6,8 26 %	9,4 37 %	0,5 2 %	(6,6) s.o.	[note 1] 19,1 100 %
T4 2007	20,1	4,4	7,9	0,2	(2,5)	30,2
	[15,7 découlant des activités poursuivies]					[25,7 découlant des activités poursuivies]
	62 %	13 %	24 %	1 %	s.o.	100 %
T1 2007	10,0 42 %	5,6 23 %	7,4 31 %	1,0 4 %	(3,5) s.o.	20,6 100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Particuliers et PME Québec

La contribution du secteur Particuliers et PME Québec au bénéfice net s'élevait à 9,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 10,0 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

L'augmentation de 4,0 millions \$ du revenu total, qui est passé de 96,3 millions \$ pour le premier trimestre 2007 à 100,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008, découle principalement de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts. Les prêts et dépôts moyens s'élevaient à 9,6 milliards \$ et 7,2 milliards \$ respectivement pour le premier trimestre 2008, comparativement à 9,1 milliards et 6,9 milliards \$ pour le premier trimestre 2007, ce qui représente des augmentations de 5 % et 4 %. Les pertes sur prêts ont légèrement augmenté et s'établissaient à 7,8 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 7,2 millions \$ pour le premier trimestre 2007, en raison principalement des augmentations

dans le portefeuille des PME. Les frais autres que d'intérêt ont également augmenté, de 4,5 millions \$, passant de 75,9 millions \$ pour le premier trimestre 2007 à 80,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation des salaires et avantages sociaux destinée à soutenir les initiatives de croissance.

Au cours du premier trimestre 2008, la modernisation du réseau de guichets automatiques a été complétée, de telle sorte que la Banque peut répondre de manière toujours plus efficiente aux besoins de ses clients. L'efficacité étant reconnue comme une priorité, le secteur Particuliers et PME Québec procède actuellement à une série de révisions des processus d'affaires en succursales afin que les membres du personnel puissent consacrer plus de temps à l'offre de produits et services aux clients. Le groupe PME, qui fait dorénavant partie intégrante du secteur d'activité Particuliers et PME Québec, a embauché de nouveaux directeurs de comptes afin d'accroître ses activités de développement des affaires.

Immobilier et Commercial

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net s'élevait à 6,8 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 5,6 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Ses revenus ont augmenté de 1,1 million \$, passant de 16,0 millions \$ pour le premier trimestre 2007 à 17,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation des volumes de prêts, et ce, en dépit de la diminution des commissions sur prêts. Les prêts moyens ont augmenté de 340,0 millions \$, soit de 22 %, et s'élevaient à 1,9 milliard \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 1,6 milliard \$ pour le premier trimestre 2007. Les pertes sur prêts, d'un montant de 1,5 million \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 1,8 million \$ pour le premier trimestre 2007, se sont légèrement améliorées et demeuraient ainsi nettement à l'intérieur des prévisions. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés et s'établissaient à 5,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 5,7 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Le secteur Immobilier et Commercial a continué d'innover en matière de produits et services. Ainsi, au cours du premier trimestre 2008, une nouvelle carte affinité a été mise en marché, en collaboration avec un important client commercial. Cette initiative s'inscrit d'emblée dans la stratégie de la Banque en matière de développement de cartes personnalisées à double enseigne.

B2B Trust

La contribution de B2B Trust au bénéfice net s'élevait à 9,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 7,4 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 2,1 millions \$, passant de 22,6 millions \$ pour le premier trimestre 2007 à 24,7 millions \$ pour le premier trimestre 2008, un résultat attribuable principalement à l'augmentation significative des volumes de prêts qui s'élevaient à

3,7 milliards \$ au 31 janvier 2008, comparativement à 2,8 milliards \$ au 31 janvier 2007. Les pertes sur prêts, qui s'établissaient à 0,2 million \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 1,0 million \$ pour le premier trimestre 2007 se sont améliorées, tant dans le portefeuille de prêts à l'investissement que dans le portefeuille de marges de crédit. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés sous bon contrôle et s'établissaient à 10,3 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 10,4 millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Au cours du premier trimestre 2008, B2B Trust a également contribué de manière très significative au financement de la Banque, alors que son portefeuille de dépôts de particuliers augmentait de plus de 240 millions \$ par rapport à la date de clôture de l'exercice financier 2007.

À sa liste déjà impressionnante d'alliances, B2B Trust a ajouté un nouveau partenaire grâce à la signature, au mois de janvier 2008, d'une entente de distribution de prêts à l'investissement et de prêts REER avec Placements AIM Trimark. Cette société prestigieuse est l'une des plus importantes sociétés de gestion de placements au Canada.

Parallèlement, B2B Trust a mené à terme, au cours du premier trimestre 2008, les initiatives destinées à réduire son exposition au risque de crédit afférent au portefeuille de marges de crédit personnelles. B2B Trust se consacre donc maintenant uniquement au marché canadien des intermédiaires financiers.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne au bénéfice net s'élevait à 2,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à 1,0 million \$ pour le premier trimestre 2007.

Les revenus de ce secteur d'activité ont diminué de 0,7 million \$, principalement en raison de la diminution des activités dans la division Courtage aux particuliers, alors que les revenus des divisions Courtage institutionnel-Revenus fixes et Courtage institutionnel-Actions sont demeurés inchangés par rapport au premier trimestre 2007. Valeurs mobilières Banque Laurentienne demeure en très bonne position pour tirer pleinement parti d'une reprise des marchés financiers. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés sous bon contrôle et s'établissaient à 7,6 millions \$ pour le premier trimestre 2008, soit au même niveau que pour le premier trimestre 2007.

Autres

La contribution du secteur d'activité Autres au bénéfice net s'établissait à (6,6) millions \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à (3,5) millions \$ pour le premier trimestre 2007.

Les revenus du secteur Autres ont augmenté de 2,9 millions \$ et s'élevaient 0,6 million \$ pour le premier trimestre 2008, comparativement à (2,3) millions \$ pour le premier trimestre 2007. Ce résultat est principalement attribuable aux opérations de titrisation. Le revenu net d'intérêt

a diminué de 3,8 millions \$, en raison de l'augmentation du niveau de prêts hypothécaires titrisés qui sont passés de 966 millions \$ au 31 janvier 2007 à 1 883 millions \$ au 31 janvier 2008. L'augmentation de 6,7 millions \$ des autres revenus au cours du premier trimestre 2008 est attribuable principalement au gain de 6,0 millions \$ réalisé grâce à la titrisation, ainsi qu'à l'augmentation des revenus de gestion qui s'élevaient à 1,4 million \$ pour ce trimestre, comparativement à 0,7 million \$ pour le premier trimestre 2007. Ces augmentations ont été contrebalancées, en partie, par une charge de 2,0 millions \$ reliée à la couverture économique d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux destinés à être vendu. Les revenus de trésorerie et de marchés financiers se sont également améliorés de 2,1 millions \$ au cours du premier trimestre 2008, comparativement au premier trimestre 2007.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés et s'établissaient à 4,7 millions \$ pour le premier trimestre 2008, de même que pour le premier trimestre 2007.

Pour le premier trimestre 2008, la charge d'impôts sur les bénéfices inclut l'impact défavorable d'un ajustement de 5,6 millions \$ des actifs d'impôts futurs, consécutive aux réductions additionnelles des taux d'imposition du gouvernement fédéral, une mesure qui a franchi l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes au mois de décembre 2007. Pour le premier trimestre 2007, la charge d'impôts sur les bénéfices incluait les retombées positives d'un ajustement de 0,9 million \$ des actifs d'impôts futurs à la suite de l'adoption par le gouvernement fédéral de certaines mesures fiscales qui ont eu pour effet de rehausser le seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$.

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

en millions de dollars, sauf les montants par action (non vérifiées)	2008				2007			2006
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu total	151,1 \$	145,6 \$	151,0 \$	145,7 \$	141,6 \$	137,1 \$	138,0 \$	131,0 \$
Revenu découlant des activités poursuivies	19,1	25,7	232,2	20,7	20,6	18,1	6,2	24,6
Bénéfice net	19,1	30,2	23,2	20,7	20,6	22,6	6,2	24,6
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,68	0,96	0,85	0,75	0,74	0,65	0,13	0,92
Dilué	0,68	0,95	0,85	0,75	0,74	0,65	0,13	0,91
Résultat par action ordinaire								
de base	0,68	1,14	0,85	0,75	0,74	0,84	0,13	0,92
Dilué	0,68	1,14	0,85	0,75	0,74	0,84	0,13	0,91
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,1 %	13,8 %	10,5 %	9,7 %	9,4 %	10,8 %	1,7 %	12,5 %
Actif au bilan	18 270	17 787	18 011	17 809	17 177	17 296	17 062	17 307

Nouvelles normes comptables

Le 1^{er} décembre 2006, l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, et le chapitre 3863, Instruments financiers – présentation. La Banque a procédé à l'application de ces nouvelles normes le 1^{er} novembre 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a eu aucune incidence sur la comptabilité ou la mesure des instruments financiers ou du capital. Les nouvelles obligations d'information ont été incorporées aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque pour le premier trimestre 2008. Des renseignements pertinents à ces obligations sont également inclus dans les états financiers consolidés annuels au 31 octobre 2007, disponibles sur le site Internet de la Banque, au www.banquelaurentienne.ca, et sur le site SEDAR, au www.sedar.com.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de l'information financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Laurentienne du Canada soient fidèlement présentés.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance d'éléments tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les ratios d'efficacité. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et pourraient difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles qui leur permettent de mieux apprécier les résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse du potentiel de rentabilité et de développement de la Banque.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Dans ce communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de

réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens de la réglementation en vigueur en matière de valeurs mobilières, y compris des énoncés relatifs à son plan d'affaires et à ses objectifs financiers. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier » », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative de tels termes, ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. Même si la Banque considère que les attentes reflétées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions formulés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Les documents publics déposés par la Banque, et disponibles sur le site www.sedar.com, fournissent de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, formulés par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

À propos de la Banque Laurentienne du Canada

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire œuvrant partout au Canada qui offre toute une gamme de services financiers à sa clientèle. Elle se distingue tant par l'excellence de son service que par sa simplicité et sa proximité, et dessert les particuliers, de même que les petites et moyennes entreprises. La Banque offre également ses produits par l'intermédiaire d'un vaste réseau de conseillers financiers indépendants, par l'entremise de B2B Trust, ainsi que des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne du Canada est solidement implantée au Québec avec le troisième plus important réseau de succursales. Ailleurs au Canada, elle détient une place de choix dans des segments de marché bien spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 18 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 15 milliards \$. Fondée en 1846, elle compte près de 3 400 employés.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le mercredi 27 février 2008, à compter de 14 h 00, heure normale de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-225-0198 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible de 18 h 00, le mercredi 27 février 2008, à minuit, le mardi 19 mars 2008, au numéro 1-800-408-3053, code 3247597#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs. Ce site Internet offre également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière

Robert Cardinal

514 284-4500 poste 7535

Relations médias et Relations avec les investisseurs

Gladys Caron

514 284-4500 poste 7511

tél. cell. 514 893-3963

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE
(NON VÉRIFIÉS)

POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES

	31 JANVIER 2008	31 JANVIER 2007	VARIATION
Résultats			
Bénéfice net	19,1 \$	20,6 \$	(7) %
Bénéfice découlant des activités poursuivies	19,1 \$	20,6 \$	(7) %
Bénéfice net attribuable			
aux actionnaires ordinaires	16,2 \$	17,6 \$	(8) %
Rendement des capitaux propres			
attribuables aux actionnaires ordinaires	8,1 %	9,4 %	
Par action ordinaire			
Résultat net dilué	0,68 \$	0,74 \$	(8) %
Résultat dilué découlant des			
activités poursuivies	0,68 \$	0,74 \$	(8) %
Dividendes	0,32 \$	0,29 \$	10 %
Valeur comptable	33,69 \$	31,49 \$	7 %
Cours de l'action - clôture	35,87 \$	30,60 \$	17 %
Situation financière			
Actif au bilan	18 270 \$	17 177 \$	6 %
Actif administré	15 320 \$	14 911 \$	3 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs			
acquises en vertu de conventions de revente,			
montant net	13 884 \$	13 102 \$	6 %
Dépôts de particuliers	11 973 \$	11 099 \$	8 %
Capitaux propres et débetures	1 183 \$	1 085 \$	9 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	23 830	23 633	1 %
Prêts douteux nets en % des prêts,			
acceptations bancaires et valeurs acquises			
en vertu de conventions de revente	- %	- %	
Actif pondéré en fonction des risques	8 928 \$	8 816 \$	1 %
Ratio de capital			
Ratio BRI de première catégorie	10,3 %	10,2 %	
Ratio BRI total	12,5 %	12,3 %	
Ratio actif / fonds propres	16,4 x	15,9 x	
Capitaux propres tangibles attribuables			
aux actionnaires ordinaires sur l'actif			
pondéré en fonction des risques	8,2 %	7,7 %	
RATIOS FINANCIERS			
Par action ordinaire			
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)	10,5 x	11,6 x	
Valeur au marché / valeur comptable	106 %	97 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,57 %	3,79 %	
Ratio du dividende versé	47,1 %	39,0 %	
En pourcentage de l'actif moyen			
Revenu net d'intérêt	2,27 %	2,27 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,22 %	0,24 %	
Bénéfice net	0,43 %	0,49 %	
Bénéfice net attribuable aux			
actionnaires ordinaires	0,37 %	0,42 %	
Rentabilité			
Autres revenus (en % du revenu total)	34,1 %	32,8 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt			
en % du revenu total)	71,9 %	73,7 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS			
Nombre d'employés en équivalent à temps plein	3 389	3 326	
Nombre de succursales	156	158	
Nombre de guichets automatiques	336	334	

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	31 JANVIER 2008	31 OCTOBRE 2007	31 JANVIER 2007
ACTIF				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		59 361 \$	65 245 \$	79 340 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		407 571	283 255	252 252
Valeurs mobilières				
Titres disponibles à la vente		1 085 517	917 676	877 806
Titres détenus à des fins de transaction		1 286 399	1 086 958	1 582 524
Titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction		741 317	669 745	507 706
		3 113 233	2 674 379	2 968 036
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente				
		442 378	540 304	586 967
Prêts				
	3 et 4			
Personnels		5 034 829	4 958 176	4 182 644
Hypothécaires résidentiels		6 004 342	6 232 778	6 157 936
Hypothécaires commerciaux		794 199	684 625	707 710
Commerciaux et autres		1 614 224	1 556 831	1 434 427
		13 447 594	13 432 410	12 482 717
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(111 198)	(115 322)	(125 286)
		13 336 396	13 317 088	12 357 431
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		105 033	111 891	157 876
Immobilisations corporelles		136 200	137 691	117 003
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		96 441	62 745	78 030
Actifs d'impôts futurs	8	64 665	86 534	106 355
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels		13 810	14 114	15 028
Autres éléments d'actif		440 885	439 810	404 688
		910 824	906 575	932 770
		18 269 763 \$	17 786 846 \$	17 176 796 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		11 972 781 \$	11 564 530 \$	11 098 987 \$
Entreprises, banques et autres		2 232 459	2 314 178	2 069 123
		14 205 240	13 878 708	13 168 110
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		1 246 688	868 675	1 358 414
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		708 767	928 987	589 567
Acceptations		105 033	111 891	157 876
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		67 495	70 851	86 349
Autres éléments de passif		753 959	773 053	731 257
		2 881 942	2 753 457	2 923 463
Débiteures subordonnées				
		150 000	150 000	150 000
Capitaux propres				
Actions privilégiées	5	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	5	256 966	256 445	251 430
Surplus d'apport		127	105	16
Bénéfices non répartis		545 810	537 254	492 867
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10	19 678	877	(19 090)
		1 032 581	1 004 681	935 223
		18 269 763 \$	17 786 846 \$	17 176 796 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
	31 JANVIER 2008	31 OCTOBRE 2007	31 JANVIER 2007
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)			
	NOTES		
Revenu d'intérêt			
Prêts		220 718 \$	222 042 \$
Valeurs mobilières		13 406	13 004
Dépôts auprès d'autres banques		7 420	5 117
		241 544	240 163
Frais d'intérêt			
Dépôts		126 720	125 297
Autres éléments de passif		13 340	15 186
Débitures subordonnées		1 948	1 950
		142 008	142 433
Revenu net d'intérêt		99 536	97 730
Autres revenus			
Frais et commissions sur prêts et dépôts		21 580	22 320
Revenus tirés des activités de courtage		7 392	6 454
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		6 653	3 912
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		3 442	3 493
Revenus d'assurance crédit		3 056	3 492
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 180	2 231
Revenus de titrisation		5 841	1 407
Gain sur modification de participation	2	-	4 000
Autres		1 390	583
		51 534	47 892
Revenu total		151 070	145 622
Provision pour pertes sur prêts	3	9 500	10 000
Frais autres que d'intérêt			
Salaires et avantages sociaux		58 267	56 302
Frais d'occupation de locaux et technologie		29 230	28 477
Autres		21 057	20 978
		108 554	105 757
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices		33 016	29 865
Impôts sur les bénéfices	8	13 904	4 130
Bénéfice découlant des activités poursuivies net des impôts sur les bénéfices		19 112	25 735
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	2	-	4 423
Bénéfice net		19 112 \$	30 158 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents		2 930	2 996
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires		16 182 \$	27 162 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
de base		23 824	23 783
dilué		23 862	23 843
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies			
de base		0,68 \$	0,96 \$
dilué		0,68 \$	0,95 \$
Résultat net par action ordinaire			
de base		0,68 \$	1,14 \$
dilué		0,68 \$	1,14 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
		31 JANVIER 2008	31 OCTOBRE 2007	31 JANVIER 2007
Bénéfice net		19 112 \$	30 158 \$	20 556 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	10			
Variation nette des gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente		(2 197)	(1 143)	(427)
Reclassement aux résultats des gains et pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		(1 734)	209	247
Variation nette des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		22 732	11 760	(358)
		18 801	10 826	(538)
Résultat étendu		37 913 \$	40 984 \$	20 018 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES	
		31 JANVIER 2008	31 JANVIER 2007
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	5		
Solde au début de la période		256 445	251 158
Émissions au cours de la période		521	272
Solde à la fin de la période		256 966	251 430
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		105	518
Attribution d'actions en vertu de l'entente visant l'octroi d'actions lié à la performance	6	-	(590)
Rémunération à base d'actions	6	22	88
Solde à la fin de la période		127	16
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période		537 254	482 149
Bénéfice net		19 112	20 556
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		(2 930)	(2 990)
Actions ordinaires		(7 626)	(6 848)
Solde à la fin de la période		545 810	492 867
Actions de trésorerie			
Solde au début de la période		-	(590)
Attribution d'actions	6	-	590
Solde à la fin de la période		-	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10		
Solde au début de la période		877	-
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices		-	(18 552)
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		18 801	(538)
Solde à la fin de la période		19 678	(19 090)
Capitaux propres		1 032 581 \$	935 223 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
		31 JANVIER 2008	31 OCTOBRE 2007	31 JANVIER 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net		19 112 \$	30 158 \$	20 556 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :				
Provision pour pertes sur prêts		9 500	10 000	10 000
Gains sur les activités de titrisation	4	(6 022)	(3 003)	-
Gain net découlant des activités abandonnées	2	-	(5 185)	-
Gain sur modification de participation	2	-	(4 000)	-
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction		(2 687)	(559)	(1 304)
Impôts futurs		11 981	4 976	5 687
Amortissements		7 673	7 432	6 874
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		(199 441)	138 614	(257 353)
Variation des intérêts courus à recevoir		2 331	(4 319)	11 067
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		(33 696)	9 960	18 950
Variation des intérêts courus à payer		1 380	32 919	14 151
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		(3 356)	(35 879)	4 542
Autres, net		4 046	51 944	(30 196)
		(189 179)	233 058	(197 026)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette des dépôts		326 532	11 342	73 609
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		378 013	(65 414)	281 405
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		(220 220)	(212 433)	(510 818)
Émissions d'actions ordinaires		521	3 205	272
Dividendes, y compris les impôts afférents		(10 556)	(9 900)	(9 838)
		474 290	(273 200)	(165 370)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction				
Acquisitions		(788 820)	(434 686)	(1 735 019)
Produit à la vente et à l'échéance		557 822	426 213	2 258 763
Variation des prêts		(458 303)	(504 632)	(202 911)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		97 926	215 542	215 579
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		401 049	403 274	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(6 069)	(18 289)	(12 876)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		84	45	823
Variation nette des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		(124 316)	(51 474)	(153 530)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'un portefeuille de prêts	2	29 632	-	-
		(290 995)	35 993	370 829
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		(5 884)	(4 149)	8 433
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		65 245	69 394	70 907
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		59 361 \$	65 245 \$	79 340 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :				
Intérêts versés au cours de la période		146 209 \$	109 069 \$	107 120 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période		(3 991) \$	(8 214) \$	8 096 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2007. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Informations à fournir concernant le capital et Information à fournir et présentation concernant les instruments financiers

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, et le chapitre 3863, Instruments financiers – présentation. La Banque a adopté ces normes sur la divulgation le 1^{er} novembre 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des instruments financiers ou du capital.

Le chapitre 1535 détaille les informations à fournir relativement (i) aux objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, (ii) à certaines données quantitatives sur les éléments inclus dans la gestion du capital, (iii) et à la conformité aux exigences réglementaires relatives au capital et les conséquences de défaut à ces exigences. La note 5 de ces états financiers consolidés intermédiaires inclut l'information relative à cette nouvelle norme.

Les chapitres 3862 et 3863 détaillent l'ensemble des obligations d'information et des règles de présentation applicables aux instruments financiers, remplaçant le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces nouvelles normes exigent la divulgation d'informations additionnelles sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels la Banque est exposée et la façon dont elle gère ces risques. Ces états financiers consolidés intermédiaires, dont notamment la note 11, incluent les informations relatives à ces nouvelles normes. De plus, certaines informations pertinentes à ces nouvelles exigences sont incluent aux états financiers consolidés annuels au 31 octobre 2007.

2. CESSIONS

Cession d'un portefeuille de marges de crédit personnelles

Au cours du premier trimestre de 2008, la Banque a vendu un portefeuille de marges de crédit personnelles de 30 058 000\$, générant une perte de 426 000\$. La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement à ces prêts.

Cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, la Banque a conclu la cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. (BLCER) à Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance).

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2007, la Banque a reconnu le produit de disposition de 5 185 000 \$ (4 423 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) relatif au niveau des ventes nettes de fonds communs de placement. Ce gain a été attribué au secteur Particuliers et PME Québec.

Résultat par action ordinaire découlant des activités abandonnées

EN DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
	31 JANVIER 2008	31 OCTOBRE 2007	31 JANVIER 2007
de base	- \$	0,18 \$	- \$
dilué	- \$	0,19 \$	- \$

3. PRÊTS

PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

AU 31 JANVIER 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT		PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	DES PRÊTS DOUTEUX			
Prêts personnels	5 034 829 \$	17 498 \$	6 014 \$	29 342 \$	35 356 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 004 342	14 061	945	2 983	3 928
Prêts hypothécaires commerciaux	794 199	4 294	1 777	3 926	5 703
Prêts commerciaux et autres	1 614 224	70 851	37 212	28 999	66 211
	13 447 594 \$	106 704 \$	45 948 \$	65 250 \$	111 198 \$

AU 31 OCTOBRE 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT		PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	DES PRÊTS DOUTEUX			
Prêts personnels	4 958 176 \$	16 237 \$	6 039 \$	28 446 \$	34 485 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 232 778	20 395	1 419	5 144	6 563
Prêts hypothécaires commerciaux	684 625	4 342	1 532	4 144	5 676
Prêts commerciaux et autres	1 556 831	62 964	41 082	27 516	68 598
	13 432 410 \$	103 938 \$	50 072 \$	65 250 \$	115 322 \$

AU 31 JANVIER 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT		PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
	MONTANT BRUT DES PRÊTS	DES PRÊTS DOUTEUX			
Prêts personnels	4 182 644 \$	18 795 \$	6 406 \$	27 153 \$	33 559 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 157 936	19 271	2 499	4 583	7 082
Prêts hypothécaires commerciaux	707 710	7 967	3 394	4 202	7 596
Prêts commerciaux et autres	1 434 427	76 460	47 737	29 312	77 049
	12 482 717 \$	122 493 \$	60 036 \$	65 250 \$	125 286 \$

PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 JANVIER

EN MILLIERS DE DOLLARS	2008					2007
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
	Solde en début de période	6 039 \$	1 419 \$	1 532 \$	41 082 \$	50 072 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	6 319	(381)	245	3 317	9 500	10 000
Radiations	(7 423)	(103)	-	(7 300)	(14 826)	(10 853)
Recouvrements	1 079	10	-	113	1 202	986
Solde en fin de période	6 014 \$	945 \$	1 777 \$	37 212 \$	45 948 \$	60 036 \$

PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 JANVIER

EN MILLIERS DE DOLLARS	2008					2007
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
	Solde en début de période	28 446 \$	5 144 \$	4 144 \$	27 516 \$	65 250 \$
Variation au cours de la période	896	(2 161)	(218)	1 483	-	-
Solde en fin de période	29 342 \$	2 983 \$	3 926 \$	28 999 \$	65 250 \$	65 250 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, de même que des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste revenus de titrisation.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels assurés réalisées par la Banque :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DETROIS MOIS TERMINÉES LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2008	2007	2007
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	401 049 \$	403 274 \$	- \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	13 109	13 313	-
Passif de gestion	(3 366)	(3 326)	-
Autres	(5 333)	(4 890)	-
	405 459	408 371	-
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	399 437	405 368	-
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	6 022 \$	3 003 \$	- \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre se détaillent comme suit :

	31 JANVIER 2008
Taux de remboursement anticipé	25,5 %
Taux d'actualisation	4,58 %
Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.	

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 1 883 424 000 \$ au 31 janvier 2008 (1 561 901 000 \$ au 31 octobre 2007).

Afin de limiter le risque lié à des hausses de taux d'intérêt d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux destinés à être cédé dans le cadre d'une transaction de titrisation, la Banque a procédé à certaines transactions de couverture. Compte tenu que les activités de titrisation ont été perturbées par des conditions de marché défavorables et que les relations de couverture ne rencontraient pas les exigences des PCGR permettant d'utiliser la comptabilité de couverture, les variations de valeur associées aux éléments de couverture d'un montant de 1 971 000 \$ ont été comptabilisés dans les autres revenus, sous la rubrique revenus de titrisation.

5. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 19 032 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 521 000 \$.

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JANVIER 2008		AU 31 OCTOBRE 2007	
	NOMBRE		NOMBRE	
	D'ACTIONS	MONTANT	D'ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ¹				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 829 845	256 966 \$	23 810 813	256 445 \$

¹ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Gestion du capital

Capital attribuable aux actionnaires ordinaires

Le capital attribuable aux actionnaires ordinaires se compose des actions ordinaires, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et du cumul des autres éléments du résultat étendu. La gestion du capital contribue à la rentabilité de la Banque puisque celui-ci est alloué aux secteurs clés en fonction d'objectifs et de critères de rentabilité. La Banque vise à conserver un niveau optimal de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement concurrentiel et intéressant, compte tenu des normes de l'industrie et de son profil de risque.

5. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Gestion du capital (Suite)

Capital réglementaire

Le capital réglementaire de la Banque se compose principalement du capital attribuable aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées et des débetures subordonnées. Le capital réglementaire est un facteur permettant d'évaluer le niveau de sécurité et de solidité de la Banque par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités. La Banque a pour politique de maintenir ses ratios de capital réglementaire conforme aux règles définies par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF). Depuis le 1er novembre 2007, la Banque évalue maintenant son capital réglementaire en se basant sur le cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par la Banque des règlements internationaux (BRI) (Bâle II). La Banque a opté pour l'utilisation de la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel. Au cours du premier trimestre de 2008, la Banque s'est conformée à ces exigences.

Un plan de capital préparé annuellement précise les ratios de capital visés en tenant compte des niveaux prévus de l'actif pondéré par le risque et des initiatives prévues en matière de gestion du capital. Les ratios de capital réglementaire sont présentés à la direction mensuellement. Des rapports de suivi des ratios de capital réglementaire sont également présentés trimestriellement au comité de gestion des risques du conseil d'administration.

Le capital réglementaire se détaillait comme suit:

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JANVIER 2008	AU 31 OCTOBRE 2007 *
Fonds propres de catégorie 1		
Actions ordinaires	256 966 \$	256 445 \$
Surplus d'apport	127	105
Bénéfices non répartis	545 810	537 254
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres	(89 495)	(53 790)
Total – fonds propres de catégorie 1	923 408	950 014
Fonds propres de catégorie 2		
Débetures subordonnées	150 000	150 000
Provisions générales	65 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(23 670)	(33 827)
Total – fonds propres de catégorie 2	191 580	181 423
Total – fonds propres	1 114 988 \$	1 131 437 \$

* Information basée sur les normes de fonds propres qui étaient en vigueur à cette date.

6. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Programme d'unités d'actions restreintes

En vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 486 000 \$ a été convertie en 45 786 unités d'actions restreintes entièrement acquises au cours du premier trimestre de l'exercice 2008. La Banque a également contribué pour 27 472 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2010.

Régime d'options d'achat d'actions

En 2008, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 31 JANVIER 2008	AU 31 OCTOBRE 2007
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	145 195	170 027
Pouvant être levées à la fin de la période	107 695	120 027

Au cours de premier trimestre 2008, la Banque a comptabilisé une charge de 22 000 \$ (16 000 \$ au premier trimestre 2007) relativement aux options émises en 2007.

Octroi d'actions lié à la performance

Conformément à l'entente de 2005 visant l'octroi d'actions lié à la performance, les droits concernant les 20 000 actions ordinaires ayant été octroyées ont été acquis en janvier 2007, les objectifs ayant été atteints. En conséquence, les actions ont été émises à l'employé. Une charge de 72 000 \$ avait été comptabilisée relativement à cette entente au cours du premier trimestre de 2007 à la rubrique salaires et avantages sociaux.

Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du premier trimestre de 2008, en vertu du programme d'unité d'actions de performance, la Banque a octroyé 35 816 unités d'actions de performance d'une valeur de 40,07\$ chacune. Les droits sur 37,5% de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Au cours du trimestre, une charge nette de 1 526 000\$ (1 005 000\$ au premier trimestre de 2007) a été comptabilisée relativement à l'ensemble des régimes de rémunération à bases d'actions de la Banque. Cette charge nette résulte d'un gain de 4 113 000 \$ (une charge de 1 005 000\$ au premier trimestre de 2007) sur les différents droits des régimes, plus que compensé par l'effet de la couverture de 5 639 000\$ (nil au premier trimestre de 2007).

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2008	2007	2007
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	2 640 \$	3 714 \$	4 337 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	816	767	695
Charge liée aux autres régimes	830	784	807
Total	4 286 \$	5 265 \$	5 839 \$

8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, la charge d'impôt était de 13 904 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 42,1%. Ce taux reflète la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque de 5 657 000 \$ liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral adoptées en troisième lecture à la Chambre des Communes en décembre 2007. Excluant l'effet de cet ajustement, les impôts sur les bénéfices auraient totalisé 8 247 000 \$ pour le trimestre, soit un taux d'imposition effectif de 25,0 %. Ce taux reflète principalement l'effet favorable de la détention d'investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus non imposables, ainsi que l'effet de ne pas comptabiliser l'impôt sur les bénéfices tirés des opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007, la charge d'impôt liée aux activités poursuivies était de 4 130 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 13,8 %. Ce taux reflétait principalement la comptabilisation d'un ajustement favorable de 2 200 000 \$ découlant de la résolution de certains risques fiscaux, ainsi l'imposition réduite du gain découlant de la restructuration mondiale de Visa.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, la charge d'impôt était de 6 706 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 24,6%. Un ajustement de 900 000 \$ avait été comptabilisé afin de refléter l'augmentation de la valeur de l'actif d'impôt futur à la suite de l'adoption, en décembre 2006, des mesures fiscales fédérales visant à hausser le seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard.

9. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		
	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JANVIER
	2008	2007	2007
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 824 005	23 782 786	23 627 126
Options d'achat d'actions dilutives	37 992	59 747	28 788
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 861 997	23 842 533	23 655 914
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ¹	-	-	89 467

¹ Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 JANVIER 2008		
	MONTANTS		MONTANTS
	AVANT IMPÔTS	IMPÔTS	NETS DES
	SUR LES	SUR LES	IMPÔTS
	BÉNÉFICES	BÉNÉFICES	SUR LES
			BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	(3 205) \$	1 008 \$	(2 197) \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	(2 013)	279	(1 734)
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	(5 218)	1 287	(3 931)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	33 590	(10 858)	22 732
Autres éléments du résultat étendu	28 372 \$	(9 571) \$	18 801 \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 OCTOBRE 2007		
	MONTANTS		MONTANTS
	AVANT IMPÔTS	IMPÔTS	NETS DES
	SUR LES	SUR LES	IMPÔTS
	BÉNÉFICES	BÉNÉFICES	SUR LES
			BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	(1 692) \$	549 \$	(1 143) \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	312	(103)	209
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	(1 380)	446	(934)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	17 818	(6 058)	11 760
Autres éléments du résultat étendu	16 438 \$	(5 612) \$	10 826 \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 JANVIER 2007		
	MONTANTS		MONTANTS
	AVANT IMPÔTS	IMPÔTS	NETS DES
	SUR LES	SUR LES	IMPÔTS
	BÉNÉFICES	BÉNÉFICES	SUR LES
			BÉNÉFICES
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente			
Gains et pertes latents provenant de la période	(642) \$	215 \$	(427) \$
Moins : reclassement aux résultats de gains et pertes réalisés au cours de la période	367	(120)	247
Gains et pertes latents sur les titres disponibles à la vente	(275)	95	(180)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(573)	215	(358)
Autres éléments du résultat étendu	(848) \$	310 \$	(538) \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JANVIER 2008		
	COUVERTURE	TITRES	CUMUL DES
	DE FLUX DE	DISPONIBLES	ÉLÉMENTS DU
	TRÉSORERIE	À LA VENTE	RÉSULTAT
			ÉTENDU
Solde au début de la période	(10 255) \$	11 132 \$	877 \$
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008	22 732	(3 931)	18 801
Solde à la fin de la période	12 477 \$	7 201 \$	19 678 \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 OCTOBRE 2007		
	COUVERTURE	TITRES	CUMUL DES
	DE FLUX DE	DISPONIBLES	ÉLÉMENTS DU
	TRÉSORERIE	À LA VENTE	RÉSULTAT
			ÉTENDU
Solde au début de l'exercice	- \$	- \$	- \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable, net des impôts sur les résultats	(15 932)	(2 620)	(18 552)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007	(358)	(180)	(538)
Solde au 31 janvier 2007	(16 290)	(2 800)	(19 090)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007	(1 039)	18 018	16 979
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007	(4 686)	(3 152)	(7 838)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2007	11 760	(934)	10 826
Solde à la fin de l'exercice	(10 255) \$	11 132 \$	877 \$

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques associés à l'utilisation d'instruments financiers, incluant les portefeuilles de prêts et de dépôts, les valeurs mobilières et les instruments financiers dérivés, des contrôles ont été mis en place, notamment des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque. Ces mesures visent à optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activité. Les principaux risques auxquels la Banque est exposée sont décrits ci-dessous.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers. Les politiques et limites ayant été fixées visent à circonscrire l'exposition au risque de marché découlant des activités de négociation, de placement, de financement et de gestion de l'actif et du passif.

Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

Les politiques dont s'est dotée la Banque en matière de gestion du risque de crédit visent à apprécier les risques auxquels la Banque doit faire face. Ces politiques comprennent l'autorisation de crédit par niveau d'autorité, l'attribution de cotes de risque, la gestion des prêts douteux, l'établissement de provisions, et la tarification en fonction du risque. En ce qui concerne la diversification, la politique de crédit établit des lignes directrices visant à limiter les concentrations de crédit par contrepartie, par secteur d'activité, et définissant certains secteurs jugés plus risqués à éviter. Les politiques sont revues et approuvées périodiquement par le comité de gestion des risques du conseil d'administration. La Banque suit rigoureusement et systématiquement ses portefeuilles d'instruments financiers tant sur le plan qualitatif que quantitatif, grâce à des mécanismes et politiques qui touchent la révision des différents types de dossiers, des systèmes de mise à jour des cotes de risque et l'analyse de la tarification.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés est généralement géré en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limite et de surveillance que celles qui sont appliquées aux autres opérations de crédit. De plus, la Banque négocie des accords généraux de compensation de dérivés avec les contreparties avec lesquelles elle contracte. Ces accords réduisent le risque de crédit, dans l'éventualité de défaillance, en permettant la compensation de toutes les opérations avec une contrepartie donnée.

La plus grande partie de la concentration de crédit de la Banque au titre des instruments financiers dérivés concerne des institutions financières, principalement des banques canadiennes. Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où le coût de remplacement d'une ou de plusieurs opérations est positif pour la Banque. Le coût de remplacement correspond à ce qu'il en coûterait pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur en cas de manquement. Le montant d'équivalent-crédit découlant d'une opération sur les instruments financiers dérivés correspond à la somme du coût de remplacement et d'un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du marché de l'opération jusqu'à l'échéance. Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé en appliquant les mesures courantes du risque de la contrepartie au montant de l'équivalent-crédit.

Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit de la Banque au 31 janvier 2008, sans tenir compte d'aucune garantie ni d'autre rehaussement de crédit correspond à la somme des actifs financiers au bilan consolidé de la Banque auxquels s'ajoutent les engagements de crédit s'élevant à 3 760 000 000\$ à cette date, dont 1 880 000 000\$ liés à des facilités de crédit personnelles et marges sur cartes de crédit.

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES (SUITE)

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières.

Le risque d'illiquidité est géré globalement par la Trésorerie corporative et surveillé par le Comité de gestion de l'actif et du passif, en conformité avec les politiques des liquidités et du financement et de gestion du nantissement. Le but principal de ces politiques est d'assurer que la Banque dispose en permanence des liquidités suffisantes pour être en mesure de respecter ses obligations financières actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles.

La Banque effectue un suivi quotidien de ses liquidités et veille à ce que les mesures des indicateurs de liquidité soient conformes aux limites établies dans les politiques de gestion établies par la Banque. Une attention particulière est accordée aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds lors de la planification du financement. La Banque maintient une réserve prudente d'actifs liquides non grevés qui sont immédiatement disponibles pour parer à toute éventualité. Elle définit ses besoins de liquidité par des scénarios évaluant des horizons de survie qui mesurent la durée au cours de laquelle ses actifs liquides peuvent couvrir le retrait de financement de gros et de dépôts. La Banque veille à constituer un volume stable de dépôts de base en provenance des particuliers et des courtiers de dépôts, ainsi qu'à s'assurer de la diversification de ses sources de financement. Les stratégies de financement incluent aussi la titrisation de prêts et le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette. Un plan d'urgence en matière de liquidités et de financement prévoit des mesures pour assurer que la Banque puisse s'acquitter de ses obligations dans l'éventualité d'une situation de pression sur les liquidités.

Instruments financiers dérivés

Inefficacité relative aux relations de couverture

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées dans l'état consolidé des résultats étaient de 256 000 \$ (32 000 \$ pour le trimestre terminée le 31 janvier 2007) relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie, et de 100 000 \$ ((7 000) \$ pour le trimestre terminée le 31 janvier 2007) relativement aux relations de couverture de juste valeur.

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu, dans les capitaux propres.

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 31 JANVIER 2008		AU 31 OCTOBRE 2007	
	MONTANT	JUSTE VALEUR	MONTANT	JUSTE VALEUR
	NOMINAL	MONTANT NET	NOMINAL	MONTANT NET
Contrats désignés comme instruments de couverture				
Contrats de taux d'intérêt				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	3 205 000 \$	27 966 \$	3 891 000 \$	(4 748) \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	2 761 000	22 979	2 436 000	(784)
	<u>5 966 000 \$</u>	<u>50 945 \$</u>	<u>6 327 000 \$</u>	<u>(5 532) \$</u>

Autres informations concernant les relations de couverture

Le montant net des pertes reportées présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2008, que la Banque prévoit reclasser à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois, s'élève à 5 790 000 \$.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 31 janvier 2008.

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES (SUITE)

Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant auquel pourrait être échangé un instrument financier entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Il n'existe cependant pas de marché pour une part importante des instruments financiers de la Banque. En conséquence, pour ces instruments, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il peut être nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Ces hypothèses reflètent les risques inhérents aux instruments financiers.

Au 31 janvier 2008, la juste valeur des actifs et passifs financiers correspondait approximativement à la valeur comptable, à l'exception des actifs et passifs ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 31 JANVIER 2008			AU 31 OCTOBRE 2007		
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)
Actif						
Prêts	13 336 \$	13 377 \$	41 \$	13 317 \$	13 316 \$	(1) \$
Passif						
Dépôts	14 205	14 285	(80)	13 879	13 901	(22)
Débitures subordonnées	150 \$	152 \$	(2) \$	150 \$	150 \$	- \$

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités. La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Débitures subordonnées

La juste valeur des débitures subordonnées est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des émissions similaires ou sur les taux offerts actuellement pour les titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, un gain de 15 011 000 \$ (une perte de 1 550 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007) a été constatée dans le revenu de négociation au titre des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

La Banque a désigné certains dépôts d'un montant nominal de 84 315 000 \$ (65 060 000 \$ au 31 janvier 2007) comme détenus à des fins de transactions. La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat, aux détenteurs à l'échéance et la valeur comptable de ces dépôts de 84 449 000 \$ (64 630 000 \$ au 31 janvier 2007) est de (134 000) \$ (429 620 \$ au 31 janvier 2007).

12. INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1er novembre 2007, les activités liées aux petites et moyennes entreprises au Québec ont été regroupées aux activités de Services financiers aux particuliers dans le nouveau secteur d'activité Particuliers et PME-Québec. Ces activités commerciales étaient auparavant incluses dans le secteur des Services financiers aux entreprises. Ce secteur inclura désormais les opérations de financement immobilier à travers le Canada et de financement commercial en Ontario, de même que les opérations liées aux comptes majeurs.

Les autres secteurs d'activité, à savoir : B2B Trust et Valeurs mobilières Banque Laurentienne, n'ont pas été affectés par cette réorganisation. Les données comparatives ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice 2008.

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE						
31 JANVIER 2008						
EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 984 \$	13 633 \$	22 004 \$	734 \$	(9 819) \$	99 536 \$
Autres revenus	27 379	3 513	2 661	7 550	10 431	51 534
Revenu total	100 363	17 146	24 665	8 284	612	151 070
Provision pour pertes sur prêts	7 838	1 497	165	-	-	9 500
Frais autres que d'intérêt	80 391	5 538	10 344	7 618	4 663	108 554
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	12 134	10 111	14 156	666	(4 051)	33 016
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 056	3 335	4 772	198	2 543	13 904
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	9 078	6 776	9 384	468	(6 594)	19 112
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	9 078 \$	6 776 \$	9 384 \$	468 \$	(6 594) \$	19 112 \$
Actif moyen ¹	9 786 171 \$	2 094 553 \$	3 679 876 \$	1 423 406 \$	497 596 \$	17 481 602 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE						
31 OCTOBRE 2007						
EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	73 418 \$	11 555 \$	20 807 \$	722 \$	(8 772) \$	97 730 \$
Autres revenus	32 553	3 221	2 704	6 686	2 728	47 892
Revenu total	105 971	14 776	23 511	7 408	(6 044)	145 622
Provision pour pertes sur prêts	6 735	2 427	838	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	77 468	5 773	10 709	7 234	4 573	105 757
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	21 768	6 576	11 964	174	(10 617)	29 865
Impôts sur les bénéfices (récupération)	6 042	2 203	4 048	(54)	(8 109)	4 130
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	15 726	4 373	7 916	228	(2 508)	25 735
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	4 423	-	-	-	-	4 423
Bénéfice net	20 149 \$	4 373 \$	7 916 \$	228 \$	(2 508) \$	30 158 \$
Actif moyen ¹	9 644 837 \$	1 980 586 \$	3 505 124 \$	1 397 161 \$	642 616 \$	17 170 324 \$

12. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
31 JANVIER 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	P et PME-Québec	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	69 748 \$	11 404 \$	19 756 \$	293 \$	(6 004) \$	95 197 \$
Autres revenus	26 590	4 611	2 794	8 712	3 687	46 394
Revenu total	96 338	16 015	22 550	9 005	(2 317)	141 591
Provision pour pertes sur prêts	7 200	1 785	1 015	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	75 884	5 755	10 413	7 639	4 638	104 329
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	13 254	8 475	11 122	1 366	(6 955)	27 262
Impôts sur les bénéfices	3 218	2 838	3 770	379	(3 499)	6 706
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	10 036	5 637	7 352	987	(3 456)	20 556
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	10 036 \$	5 637 \$	7 352 \$	987 \$	(3 456) \$	20 556 \$
Actif moyen ¹	9 106 193 \$	1 746 109 \$	2 834 793 \$	1 639 013 \$	1 283 531 \$	16 609 639 \$

P et PME-Québec Le secteur Particuliers et PME-Québec couvrent toutes la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de ventes, dans tous le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC - Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

¹ Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

AUTRES REVENUS

	2008			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	- \$	- \$	- \$	12 562 \$
Commissions sur prêts	-	-	-	5 078
Commissions sur cartes de crédit	-	-	-	3 940
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	-	-	-	21 580
Autres				
Revenus tirés des activités de courtage	-	-	-	7 392
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	-	-	-	6 653
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	-	-	-	3 442
Revenus d'assurance crédit	-	-	-	3 056
Revenus de régimes enregistrés autogérés	-	-	-	2 180
Revenus de titrisation	-	-	-	5 841
Autres	-	-	-	1 390
Sous-total - autres	-	-	-	29 954
Total - autres revenus	- \$	- \$	- \$	51 534 \$
En % de l'actif moyen	- %	- %	- %	1,17 %

	2007			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	12 675 \$	13 083 \$	12 599 \$	12 291 \$
Commissions sur prêts	5 904	5 963	5 663	5 882
Commissions sur cartes de crédit	3 741	4 160	3 345	3 397
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	22 320	23 206	21 607	21 570
Autres				
Revenus tirés des activités de courtage	6 454	7 664	9 693	8 548
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	3 912	6 516	4 274	4 584
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	3 493	3 521	3 318	3 074
Revenus d'assurance crédit	3 492	2 453	3 030	3 582
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 231	2 490	2 572	2 359
Revenus de titrisation	1 407	1 236	3 215	560
Gain sur cession	4 000	-	-	-
Autres	583	2 189	2 456	2 117
Sous-total - autres	25 572	26 069	28 558	24 824
Total - autres revenus	47 892 \$	49 275 \$	50 165 \$	46 394 \$
En % de l'actif moyen	1,11 %	1,16 %	1,23 %	1,11 %

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

	2008			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	- \$	- \$	- \$	39 165 \$
Avantages sociaux	-	-	-	12 521
Rémunérations liées à la performance	-	-	-	6 581
Sous-total - salaires et avantages sociaux	-	-	-	58 267
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	-	-	-	11 175
Loyers et impôts fonciers	-	-	-	8 768
Amortissement	-	-	-	7 368
Entretien et réparation	-	-	-	1 290
Services d'utilité publique	-	-	-	310
Autres	-	-	-	319
Sous-total - Frais d'occupation de locaux et technologie	-	-	-	29 230
Autres				
Honoraires et commissions	-	-	-	3 607
Taxes et assurances	-	-	-	4 466
Communications et frais de déplacement	-	-	-	4 572
Publicité et développement des affaires	-	-	-	3 912
Articles de bureau et publications	-	-	-	1 655
Recrutement et formation	-	-	-	1 564
Autres	-	-	-	1 281
Sous-total - autres	-	-	-	21 057
Total - frais autres que d'intérêt	- \$	- \$	- \$	108 554 \$
En % de l'actif moyen	- %	- %	- %	2,47 %

	2007			
EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉS)	T4	T3	T2	T1
Salaires et avantages sociaux				
Salaires	36 882 \$	37 606 \$	36 266 \$	36 160 \$
Avantages sociaux	12 617	13 655	13 809	12 965
Rémunérations liées à la performance	6 803	7 341	8 045	7 141
Sous-total - salaires et avantages sociaux	56 302	58 602	58 120	56 266
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	10 655	10 402	11 291	10 103
Loyers et impôts fonciers	8 715	8 617	8 750	8 461
Amortissement	7 127	6 883	6 814	6 569
Entretien et réparation	1 595	1 424	1 208	1 200
Services d'utilité publique	262	296	417	309
Autres	123	136	88	114
Sous-total - Frais d'occupation de locaux et technologie	28 477	27 758	28 568	26 756
Autres				
Honoraires et commissions	5 251	5 208	4 845	3 649
Taxes et assurances	4 094	4 431	4 590	5 641
Communications et frais de déplacement	4 634	4 631	4 677	4 373
Publicité et développement des affaires	4 143	4 534	4 433	3 660
Articles de bureau et publications	1 420	1 418	1 691	1 705
Recrutement et formation	419	684	708	982
Autres	1 017	1 107	1 319	1 297
Sous-total - autres	20 978	22 013	22 263	21 307
Total - frais autres que d'intérêt	105 757 \$	108 373 \$	108 951 \$	104 329 \$
En % de l'actif moyen	2,44 %	2,54 %	2,67 %	2,49 %

CAPITAL RÉGLEMENTAIRE - BRI

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JANVIER 2008	AU 31 OCTOBRE 2007 *	AU 31 JANVIER 2007 *
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	256 966 \$	256 445 \$	251 430 \$
Surplus d'apport	127	105	16
Bénéfices non répartis	545 810	537 254	492 867
Pertes latentes sur des titres disponibles à la vente	-	-	(1 077)
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres ajustements	(89 495)	(53 790)	(53 790)
Total – fonds propres de catégorie 1 (A)	923 408	950 014	899 446
Fonds propres de catégorie 2			
Débentures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	65 250	65 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(23 670)	(33 827)	(27 989)
Total - fonds propres de catégorie 2	191 580	181 423	187 261
Total – fonds propres (B)	1 114 988 \$	1 131 437 \$	1 086 707 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	8 928 372 \$	9 723 950 \$	8 815 925 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,3 %	9,8 %	10,2 %
Ratio BRI total (B/C)	12,5 %	11,6 %	12,3 %
Ratio actif / fonds propres	16,4 x	15,8 x	15,9 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	8,2 %	7,5 %	7,7 %

* Information basée sur les normes de fonds propres qui étaient en vigueur à ces dates.

ACTIF PONDÉRÉ EN FONCTION DES RISQUES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JANVIER 2008	AU 31 OCTOBRE 2007	AU 31 JANVIER 2007
Éléments inscrits au bilan			
Liquidités	70 716 \$	85 613 \$	71 242 \$
Valeurs mobilières	312 112	328 325	468 041
Prêts hypothécaires	2 169 601	2 636 531	2 510 018
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 730 702	5 906 449	5 118 642
Autres éléments d'actifs	414 575	476 308	478 512
Provisions générales	s.o.	65 250	65 250
Total - éléments inscrits au bilan	7 697 706	9 498 476	8 711 705
Éléments hors bilan			
Instruments financiers dérivés	35 439	28 647	29 806
Engagements de crédit	174 052	196 827	74 414
	209 491	225 474	104 220
Risque opérationnel	1 021 175	s.o.	s.o.
Total - actif pondéré en fonction des risques	8 928 372 \$	9 723 950 \$	8 815 925 \$

ACTIF ADMINISTRÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	AU 31 JANVIER 2008	AU 31 OCTOBRE 2007	AU 31 JANVIER 2007
REER et FERR autogérés	8 000 336 \$	8 429 223 \$	8 541 885 \$
Prêts hypothécaires sous gestion	2 059 347	1 742 466	1 146 996
Actifs de courtage de clients	1 907 281	1 994 766	1 929 122
Institutionnels	1 819 563	1 823 965	1 765 677
Fonds communs de placement	1 505 984	1 615 886	1 496 250
Autres - Particuliers	27 913	29 988	31 271
Total - actif administré	15 320 424 \$	15 636 294 \$	14 911 201 \$